

Recueil des Actes Administratifs

Actes de l'Exécutif départemental

ACTES DE L'EXECUTIF DEPARTEMENTAL

Pages

DIRECTION DES MAISONS DE LA SOLIDARITE..... 2049

Arrêté du 12 novembre 2018 portant délégation de signature accordée au Directeur des Maisons de la Solidarité et à certains de ses collaborateurs 2049

RESSOURCES MUTUALISEES SOLIDARITES 2052

Arrêté du 12 novembre 2018 portant composition de la Commission d'information et de sélection d'appel à projet social et médico-social sous compétence exclusive du Président du Conseil départemental 2052

Actes de l'Exécutif départemental

DIRECTION DES MAISONS DE LA SOLIDARITE

ARRETE DU 12 NOVEMBRE 2018 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ACCORDEE AU DIRECTEUR DES MAISONS DE LA SOLIDARITE ET A CERTAINS DE SES COLLABORATEURS

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 3221-3,

VU les délégations qui lui ont été accordées par le Conseil départemental de la Meuse,

VU l'arrêté d'organisation des services du Département de la Meuse,

VU l'arrêté de délégation de signature accordée au Directeur des maisons de la solidarité et à certains de ses collaborateurs en date du 29 juin 2018.

ARRETE

ARTICLE 1 :

DIRECTION MAISONS DE LA SOLIDARITÉ

Délégation de signature est accordée à **M. Laurent ZAKRZEWSKI**, Directeur des maisons de la solidarité, pour l'ensemble des matières et actes entrant dans le cadre des compétences du Département en matière d'action sociale territoriale définies par le Conseil départemental :

A/ les correspondances courantes ne comportant pas de décision de principe, celles-ci étant réservées aux seuls membres du Conseil départemental dans les conditions précisées par les délégations générales ou individuelles qui les concernent,

B/ les ampliations ou copies des décisions, conventions, marchés ou autres actes engageant juridiquement le Département signés par les autorités habilitées,

C/ les ordres de mission selon les principes arrêtés dans le règlement intérieur, et les décisions d'octroi des congés du personnel relevant de la direction (à l'exception des congés de maladie, congés sans traitement, congés parentaux),

D/ par délégation de l'autorité territoriale, les livrets d'évaluation professionnelle des agents de la Direction et la validation des livrets signés par les Responsables de service relevant de son autorité hiérarchique,

E/ tout acte d'engagement ou d'ordonnement lié à l'exécution du budget affecté à sa direction dès lors que ceux-ci entrent dans le cadre à la fois des décisions de principe adoptées par le Conseil départemental et des crédits disponibles,

F/ la certification du « service fait ».

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Laurent ZAKRZEWSKI**, Directeur des maisons de la solidarité, les délégations de signature susvisées sont accordées à : **Mme Mélanie GUERRIN**, Responsable de service_SDST et, en son absence, à **Mme Corinne ZANDER**, Responsable de service _ MDS Ligny en Barrois.

ARTICLE 2 :

SERVICE DÉVELOPPEMENT SOCIAL TERRITORIAL

Délégation de signature est donnée à **Mme Mélanie GUERRIN**, Responsable du service développement social territorial sur l'ensemble des matières et actes entrant dans le cadre des responsabilités qui lui ont été confiées en matière de lutte contre la précarité, de logement des personnes démunies et de développement social territorial.

A/ les correspondances courantes ne comportant pas de décision de principe, celles-ci étant réservées aux seuls membres du Conseil départemental dans les conditions précisées par les délégations générales ou individuelles qui les concernent

B/ les actes ayant trait aux domaines spécifiques relevant de sa responsabilité et portant notamment sur :

- les mesures d'Accompagnement Social Personnalisé avec gestion,
- toute décision relative aux dossiers individuels mobilisant les fonds et mesures suivantes : Fonds d'Aide aux Jeunes, Fonds de Solidarité Logement, Fonds Départemental d'Appui à l'insertion, fonds ASE
- les mesures sociales au logement,
- les recours relatifs aux décisions prises en Commissions aides et accompagnements et concernant les fonds d'aide suivants : FAJ, FDAI, FSL, ASE
- les enquêtes sociales suite aux saisines des usagers,
- les mesures de médiation sociale,
- le fonctionnement de la CCAPEX.

C/ les ampliations ou copies des décisions, marchés ou autres actes engageant juridiquement le Département signés par les autorités habilitées,

D/ tous les actes relatifs à la préparation, à la passation et à l'exécution et au règlement des marchés publics, accord-cadre ou avenant à ces contrats, limitée s'agissant de la passation aux seuls marchés dont le montant n'excède pas 15 000 € HT.

E/ les ordres de mission selon les principes arrêtés par le règlement intérieur, et les décisions d'octroi des congés du personnel relevant du service (à l'exception des congés de maladie, congés sans traitement, congés parentaux),

F/ par délégation de l'autorité territoriale, les livrets d'évaluation professionnelle des agents relevant de son autorité hiérarchique directe,

G/ la certification du « service fait ».

En l'absence ou en cas d'empêchement du Responsable de service_SDST, les délégations de signature susvisées sont accordées à un Responsable de service_MDS.

ARTICLE 3 :

SERVICE MAISONS DE LA SOLIDARITÉ

- **Laurent ANDRÉ**, Responsable de service_MDS de Stenay
- **Séverine GUINAY**, Responsable de service_MDS de Vaucouleurs
- **Audrey LUCAS**, Responsable service_MDS d'Étain
- **Stéphanie MIELLE**, Responsable de service_MDS de Saint-Mihiel
- **Nadine CASTET**, Responsable de service_MDS de Verdun Pache
- **Aldina HUSSENET**, Responsable de service_MDS de Revigny-sur-Ornain
- **Hélène BOULAN**, Responsable de service_MDS de Bar-le-Duc
- **Lionel VERCOLLIER**, Responsable de service_MDS de Thierville
- **Corinne ZANDER**, Responsable de service_MDS de Ligny en Barrois

Dans le cadre de leurs attributions et compétences définies au sein du service et de leur périmètre territorial respectif, délégation leur est accordée à l'effet de signer :

A/ les correspondances courantes ne comportant pas de décision de principe, celles-ci étant réservées aux seuls membres du Conseil départemental dans les conditions précisées par les délégations générales ou individuelles qui les concernent,

B/ les actes ayant trait aux domaines spécifiques relevant de leur responsabilité et portant notamment sur :

- les documents relatifs à la mise en œuvre des droits de visite, de sortie et d'hébergement pour les enfants confiés à l'ASE,
- les décisions d'attribution des secours et aides financières de l'aide sociale à l'enfance dans la limite des crédits budgétaires disponibles et des procédures internes,
- les notifications d'interventions des techniciennes d'intervention sociale et familiale,
- en l'absence du Responsable territorial PMI, les accusés de réception des dossiers de demandes d'agrément des Assistantes maternelles,
- les demandes pouvant motiver un régime d'hospitalisation sous contrainte pour les personnes adultes en cas de force majeure,
- toute décision concernant la gestion sociale du RSA (orientation et accompagnement des bénéficiaires) ainsi que les décisions d'acomptes et d'avances sur droits à l'allocation,
- les notifications des mesures de suivi budgétaire en faveur des familles,
- toute décision relative aux dossiers individuels mobilisant les fonds et mesures suivantes : Fonds d'aide aux jeunes, Fonds de solidarité Logement (énergie), Fonds départemental d'appui à l'insertion, fonds ASE.

C/ les ordres de mission selon les principes arrêtés par le règlement intérieur, et les décisions d'octroi des congés du personnel relevant de la MDS (à l'exception des congés de maladie, congés sans traitement, congés parentaux),

D/ par délégation de l'autorité territoriale, les livrets d'évaluation professionnelle des agents relevant de leur autorité hiérarchique directe.

E/ la certification du « service fait »,

F/ dans le cadre du dispositif d'astreinte, tous les actes légaux et réglementaires ainsi que tous les documents relatifs aux suivis des enfants confiés au président du Conseil départemental dans les cadres administratifs et judiciaires, ainsi que tous les documents relatifs aux recueils administratifs en urgence, à l'exception des actes relevant de la tutelle pour les mineurs confiés par le juge des tutelles au Département.

En l'absence ou en cas d'empêchement d'un Responsable de service_MDS, les délégations de signature susvisées sont accordées à un Responsable de service MDS.

ARTICLE 3 : Les délégations résultant de l'arrêté en date du 29 juin 2018 accordées au Directeur des maisons de la solidarité et à certains de ses collaborateurs sont abrogées.

ARTICLE 4 : M. le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Claude LÉONARD
Président du Conseil Départemental

ARRETE DU 12 NOVEMBRE 2018 PORTANT COMPOSITION DE LA COMMISSION D'INFORMATION ET DE SELECTION D'APPEL A PROJET SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL SOUS COMPETENCE EXCLUSIVE DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-1 à L313-8, relatifs à l'appel à projet et R313-1 relatif à la composition de la commission d'information et de sélection d'appel à projet

VU l'avis d'appel à projet pour la création d'une structure d'accueil de 40 mineurs non accompagnés (MNA) publié au recueil des actes administratifs du département le 29 juin 2018

CONSIDERANT la proposition de désignation du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) des représentants d'associations de retraités et de personnes âgées et d'associations de personnes handicapées,

CONSIDERANT les candidatures des unions, fédérations ou groupements représentatifs des personnes morales gestionnaires des établissements et services sociaux et médico-sociaux et des associations représentant secteur de la protection de l'enfance et les personnes ou familles en difficultés sociale et leurs propositions de représentation ;

CONSIDERANT les candidatures des associations représentant secteur de la protection de l'enfance et les personnes ou familles en difficultés sociale et leurs propositions de représentation ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La commission d'information et de sélection d'appel à projet social et médico-social placée sous l'autorité exclusive du Président du Conseil départemental est composée comme suit :

MEMBRES PERMANENTS		
Membres avec voix délibérative	Titulaire	Suppléant
Président de la commission	M. Claude LEONARD Président du Conseil départemental	M. Jean-Marie MISSLER, Vice-Président son représentant
	3	3
Représentants du Département de la Meuse	M. Jean-Philippe VAUTRIN Conseiller départemental	Mme Véronique PHILIPPE Vice-Présidente
	M. Pierre BURGAIN Conseiller départemental	Mme Régine MUNERELLE Conseillère départementale
	Mme Evelyne JACQUET Vice-Présidente	Mme Marie-Christine TONNER Conseillère départementale
Représentants d'usagers	4	4
<i>Dont un représentant d'associations de retraités et de personnes âgées proposés par le Président de la CDCA</i>	M. Patrice ANCELIN FSU	Mme PIERRE Nicole – ADMR

<i>Dont un représentant d'associations de personnes handicapées proposés par le Président de la CDCA</i>	Mme BURY Josette - AFTC	Mme DUFFETEL Olivia - AFTC
<i>Dont un représentant d'associations du secteur de la protection de l'enfance</i>	M. MATHIEU Jacques AMP	M. LECOEUR Stéphane AMP
<i>Dont un représentant d'associations de personnes ou familles en difficultés sociales</i>	Mme Sandrine COLLIN-BESSIN UDAF	Mme Anne MOLLET UDAF
Membres avec voix consultative	Titulaire	Suppléant
Représentants des unions, fédérations ou groupements représentatifs des personnes morales gestionnaires des ESSMS	2	2
	M. Thierry CHANTELOUP FEHAP	M. Lionel CHAZAL FEHAP
	M. Jacques LEPETIT CNAPE	son représentant CNAPE

MEMBRES CONCERNES PAR L'APPEL A PROJET	
Membres avec voix consultative	Titulaire
Personnalités qualifiées dans le domaine de l'appel à projet correspondant – Création 40 places structure MNA confiés	2
	M. Laurent DLEVAQUE , Directeur DDCSPP ou son représentant
	M. Bruno MANIERE , Directeur départemental DTPJJ ou son représentant
Représentants d'usagers spécialement concernés par l'appel à projet correspondant – Création 40 places structure MNA confiés	2 au plus
	M. Jonathan MAKENDA N'ZITA
	M. Oumar Barou DIARRA
Personnels des services techniques, comptables ou financiers en qualité d'experts dans le domaine de l'appel à projet correspondant – Création 40 places structure MNA confiés	4 au plus
	M. Florian SOULLIART , Directeur Enfance-Famille - Département
	M. Pascal HEINEN , Référent technique Tarification - Département
	Mme Charlotte BLANCHET Référente technique Hébergement - Département
	M. Adrien HUSSON Référent technique Autorisation, contractualisation des ESSMS - Département

ARTICLE 2 :

Les membres de la commission siègent à titre gratuit.

Les membres permanents sont désignés pour une durée de 3 ans à compter de la publication du présent arrêté. Il est renouvelable.

ARTICLE 3 :

Cet arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental de la Meuse dans un délai de 2 mois à compter de sa publication,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité et publié au recueil des actes administratifs du Département de la Meuse.

Claude LEONARD

Président du Conseil départemental

Directeur de la Publication et responsable de la rédaction :

M. Claude LEONARD, Président du Conseil départemental

Imprimeur : Imprimerie Départementale
Place Pierre-François GOSSIN
55012 BAR-LE-DUC Cedex

Editeur : Département de la Meuse
Hôtel du Département
Place Pierre-François GOSSIN
55012 BAR-LE-DUC Cedex

Date de parution : 13/11/2018

Date de dépôt légal : 13/11/2018